

des organisations des femmes. Toutefois, le soutien aux mouvements de paix locaux et nationaux est à encourager afin que les acteurs soient engagés en faveur d'un retour à la paix durable qui considère leurs droits et aspirations.

En réponse, l'Action s'articule autour des **objectifs du développement durable** de l'Agenda 2030, notamment les ODD 5 «Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », 10 «Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre » et 16 «Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous». L'Action vise appuyer également la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) n° 2250 sur Jeunesse, Paix et Sécurité et spécialement n°1325 sur les femmes, la paix et la sécurité.

Dans le cadre des **priorités stratégiques de l'UE au Cameroun** (voir appendix 3), l'action vise à soutenir la réalisation des objectifs envisagés dans la « *Stratégie pays de l'UE en matière de droits humains et démocratie pour le Cameroun* » pour la période 2021-2024, la « *feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la Société civile au Cameroun* » et le « *Plan de mise en œuvre au niveau national du GAP III - CLIP* » pour la période 2021-25. Ses priorités sont pleinement alignées sur le « *Plan global d'action de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie 2021-25* » et sur le « *Plan Global d'action III de l'UE sur l'égalité des sexes* », ainsi que sur la communication sur les déplacements « *Vivre dignement* » COM (2016) 234 et la communication sur la résilience JOIN (2017) 21.

Elle s'inscrit pleinement dans le premier **domaine prioritaire du programme indicatif multi annuel (PIM) 2021-2027** dont elle contribue aux engagements de démocratie et droits humains, d'équité de genre, et de contribution à la paix et à la prévention des conflits. L'action, qui vise à améliorer le cadre juridique de la société civile et ses capacités opérationnelles, aura un impact sur la possibilité de déployer des actions de développement, mais aussi humanitaires. Les appuis à la société civile contribueront directement ou indirectement à la mise en œuvre d'autres actions, y compris l'initiative TEI. Il y a des complémentarités claires avec les autres axes prioritaires du PIM : une société civile articulée devient un interlocuteur légitime des mairies pour les amener vers des politiques plus vertes, inclusives et durables (priorité 2 et 3 du PIM). En combinaison avec les agents sociaux, elle peut aussi faciliter la gouvernance économique et contribuer à améliorer le climat des affaires et l'accès à l'emploi durable (priorité 2 du PIM).

L'action tient en compte les recommandations du « **Risk Management Framework** » (RMF+) conclu en 2022 et du «**Peace and Resilience (Conflict) Analysis Screening Report**» pour le Cameroun finalisé en 2021, tel que prévu par l'instrument IVCDI. En effet, l'action reprend l'avis de consacrer une partie plus importante de l'aide aux régions en crise et celles qui risquent de l'être dans une optique de prévention, de privilégier le travail avec la société civile, et de soutenir les acteurs de construction de la paix qui peuvent instaurer un dialogue entre les parties et faire de la médiation, notamment les organisations de femmes. Cela suppose également de renforcer les capacités des acteurs clés à la sensibilité aux conflits pour s'assurer que leurs actions s'inscrivent dans l'approche « Do No Harm ».

Par ailleurs, l'action prend en compte les priorités stratégiques du Gouvernement établies dans la **Stratégie nationale de Développement (SND30)**, en particulier: la priorité 4.6. de promotion de la citoyenneté ; la priorité 4.1. concernant la décentralisation et le développement local, notamment la partie portant participation des populations à la gestion des affaires locales effective ; la priorité 4.2. de renforcement de l'état de droit et la sécurité des personnes et biens; la priorité 2.4. de protection sociale, notamment l'intensification des actions de lutte contre les violences basées sur le genre, et du renforcement des programmes d'entrepreneuriat et d'autonomisation de femmes; et la priorité 3.5. d'adéquation formation-emploi et insertion professionnelle pour les filles et les personnes socialement vulnérables.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Une société civile insuffisamment inclusive et structurée, qui doit être impliquée davantage dans le dialogue avec les autorités et dans l'élaboration des politiques publiques afin de renforcer la dimension participative de la démocratie

Dans un pays qui compte aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers d'organisations plus ou moins formalisées de la société civile, quelques éléments permettent de caractériser, de manière très générale, leurs parcours: une domination de petites coopératives et organisations communautaires de base (OCB) visant à répondre aux défis quotidiens (accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, aux micro-crédits, etc.) et un nombre nettement plus limité d'organisations plus structurées et de réseaux/platformes (sans reconnaissance légale) avec une implication limitée dans le dialogue des politiques sectorielles, mais avec une volonté d'agir dans la promotion des droits humains et d'exercer des fonctions de veille des politiques publiques, pour la lutte contre la corruption, la transparence de l'action publique, ou de contrôle de l'exploitation des ressources naturelles et la protection de l'environnement.

La représentation des femmes dans la société civile camerounaise montre des différences importantes en fonction du niveau de structuration et d'intervention territoriale. Au niveau local, les femmes sont plus présentes et les OCB